

L'AMI DU PEUPLE,
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Dimanche 27 Mars 1791.

Exécrable conduite du Sr. Morrie envers le
brave Santerre. — Portrait de Desmottes,
aide-de-camp du général, pendu en effi-
gie au cap. — Développement des menées
des conspirateurs dans la journée du 28
février. — Enlèvement infailible de la
famille royale, si les Parisiens ont la folie
de la laisser aller à St.-Cloud. — Les rai-
sins n'étoient pas murs.

A Marat, le défenseur de la patrie.

Révolté comme tous les amis de la justice et de
la liberté, des manœuvres artificieuses et vraiment
criminelles qu'ont employées le général Morrie et
Desmottes, son aide-de-camp, contre le brave San-
terre, commandant du bataillon des Enfants-trouvés,
dans la journée manquée du 28 février, dont les
barbares ennemis de la révolution vouloient faire le
pendant de celle de Nanci : je ne puis me dispen-
ser de faire connoître aux citoyens ce personnage

qui, sous le nom de Desmottes, a l'audace, grace au héros des deux mondes (1) de commander la garde parisienne.

Ils tremblent sans doute en apprenant que le Sr. Mottié a eu l'effronterie de conférer cet honneur à un homme qu'il savoit être sous le glaive de la loi, à un homme condamné à la potence qu'il n'a évitée que par la fuite.

Voici les faits. Le Sr. Geant, se disant Desmottes, fils du Sr. Geant, commis au bureau de la guerre, département de l'artillerie, passa en Amérique en 1776. On ignorerait encore ce qui l'y avoit déterminé, si la fureur pour le jeu ne l'avoit engagé dans mille affaires fâcheuses.

Pillier des tripots de nos colonies, comme il l'avoit été de ceux de la métropole, un jour qu'il avoit tout perdu au passe-dix, ne sachant à qui s'en prendre des rigueurs de la fortune, il accusa un des joueurs de s'être servi de *des pipés* : — L'homme insulté lui répond qu'il est un imposteur. La querelle s'échauffe, le cartel est proposé est accepté : ils se battent, et Geant, dit Desmottes, profitant d'une chute de son adversaire, l'égorge lâchement.

Le tribunal du Cap, où s'étoit passée cette scène atroce, instruit le procès à la ministère public, le mort est traîné sur une claie, et Geant qui avoit pris la fuite au moment même où il venoit de consommer le crime, est condamné à être pendu. Il le fut effectivement en effigie, et avec l'appareil que l'on met à ces sortes d'exécutions dans nos colonies.

Je ne suivrai point ce misérable chez les Américains où il a pris le nom de Desmottes ; j'observerai seulement qu'il y devint l'ami et le compagnon d'armes d'un fourbe inepte, qu'on a osé comparer à Washington, parce qu'il avoit servi sous ce non-yeau Fabricius.

(1) Frédéric II disoit souvent qu'avec son chapeau il conduiroit les François en enfer. C'est sans doute d'après ce bon mot que le Sr. Mottié a essayé la puissance du chapeau sur les Parisiens ; et depuis qu'il a reconnu les effets merveilleux de ce aliman, il l'a sans cesse à la main.

Je vous ferai voir quelque jour, qu'il n'en a pas plus imposé en Amérique aux hommes qui n'admirent pas sur parole, qu'à ceux qui parmi nous on sù l'apprécier. A l'égard de nos badauds pour qui des courbettes sans fin, un sourire faussement affectueux et de pitoyables flagorneries, prodiguées indistinctement à tout venans font le signe caractéristique des talens militaires et de la valeur, c'est autre chose : ils sont si bêtés qu'ils adoroient le diable s'il le flattoit, en leur disant qu'il est un saint. Qui ignore que les bluettes de considération qui l'ont environné quelques momens, étoient dues à un ancien officier de cavalerie que le maréchal de Broglie lui donna pour lui servir de Mentor ! Mais c'est de Géant dit Desmottes dont il s'agit.

Pour être devenu le bas-valet du dieu Mortié, ce chenapan crut, sans doute, pouvoir obtenir la cassation de l'arrêt qui le condamnoit à la corde ; mais le conseil fut inflexible ; il repoussa la main du coupable, encore teinte du sang. Des lettres de grace, sollicitées par son patron lui furent également refusées. (1)

On débite qu'il vient d'obtenir des lettres d'abolition. Je ne puis le croire : parce que le roi, auquel est confié le droit de les accorder, ne pourroit le faire dans ce cas, sans se rendre parjure ; le duel étant l'un des crimes qu'il a juré à son sacre de ne point pardonner. Et puis l'art. IV du titre 16 de l'ord. de 1670, qui n'est point encore abrogé, porte formellement qu'il ne sera point accordé de lettres d'abolition pour les duels et assassinats prémédités, soit aux principaux auteurs, soit à leurs complices, ou à ceux qui à prix d'argent s'engagent pour tuer, outrager ou excéder quelqu'un (2).

(1) Le lecteur curieux de voir les pièces du procès peuvent s'adresser au bureau contentieux de la marine, au Sr. Bordeau qui les a toutes, ainsi que l'arrêt qui condamne Géant à la corde ; et que le procès-verbal de son exécution en effigie.

(2) Avis aux Geoffroi, aux Estienne, Louvain, Milles, Plainville, Queisiac, Damade, Beauregard, Vinezac, Lajarre, et autres mouchards et coupe-jerrets soudoyés par Bailly et Mortié.

Les lettres qu'il pourroit avoir extorquées sont donc nulles de droit, et elles seroient déshonorantes pour le prince qui les auroit accordées.

Loin de moi l'idée de repousser la main de miséricorde qui se seroit étendue sur ce coupable, s'il n'avoit aucune fonction publique : mais le moyen de ne pas déplorer qu'un homme condamné à mort, repoussé du sein de la société, déchu de tout droit civil, et mort aux yeux de la justice, ait été choisi par le chef de la garde parisienne pour commander à des hommes libres, à des soldats de la patrie, qui ont fait vœu de faire régner les loix. Et c'est d'après l'assertion d'un homme de cette espece que le Sr. Mortié ose calomnier, insulter et outrager à la tête de son bataillon l'honnête et brave Santerre, ce citoyen estimable qui a servi de sa bourse, de son courage et de sa prudence, la cause de la liberté et de l'humanité. Un pareil manque d'égards et d'équité pour des hommes qui lui ont accordé l'honneur de les commander me surprendroit, si quelque chose pouvoit me surprendre de sa part, d'après la conduite sottement artificieuse qu'il a tenue depuis qu'il dirige l'armée parisienne, et qu'il monte à la tribune de l'assemblée nationale, où jamais sa bouche, organe de la duplicité de son cœur, ne s'est ouverte pour défendre la liberté publique ou soutenir les droits des citoyens.

J'entends tous les jours avec indignation une foule de ces êtres qui ne raisonnent pas mieux les motifs de leur servile dévouement, que ceux de leur haine, dire : « comment ne pas obéir aux ordres du général ; comment ne pas lui être dévoué tout entier ; lui qui est si poli ; lui qui a si bien servi la patrie ; lui qui par sa prudence a maintenu le calme au milieu des orages de la révolution ! Comment peut-on croire qu'il ne soit pas entièrement dévoué aux intérêts du peuple, lui qui seroit la première victime des vengeances de la cour. Si la contre-révolution arrivoit ! » — Insensés, ils ne voient pas qu'il est l'ame et l'instrument de tous les noirs complots de la cour. Ils auroient dû dire qu'il seroit immolé par le peuple, s'il tentoit de rétablir le despotisme à main armée. Aussi

n'a-t-il travaillé jusqu'ici à le rétablir que par de sourdes manœuvres, qu'en séduisant le peuple par de perfides cajoleries, en divisant les citoyens entre eux, en ne mettant les armes qu'à la main du petit nombre, en lui donnant pour chefs des hommes flétris, dévoués au despotisme, en divisant entr'eux les soldats de la patrie, par des distinctions propres à inspirer un esprit de corps, en pervertissant les principes de leur institution, en les asservissant à ses ordres, sous prétexte de les plier à la discipline militaire, leur prêchant l'obéissance aveugle à leurs chefs, formant des légions d'escrocs et de coupe-jarrets; en soudoyant des nuées d'espions et de chenappans pour noter les patriotes zélés, et assommer ceux qui osent ne pas chanter ses louanges, en détournant, par de fêtes et des parades l'attention publique de dessus les attentats ou les complots des ennemis de la révolution; en donnant le change sur l'objet de leurs conjurations, en inspirant en toute occasion un respect superstitieux pour le monarque, en dictant aux représentans de la nation, des décrets funestes pour rétablir le despotisme par les lois, en opprimant au nom de la liberté, les amis de la patrie, en arrachant clandestinement les conspirateurs au glaive de la justice: plongeant le peuple dans une fatale sécurité, et en l'endormant sur les bords du précipice, pour mieux l'entraîner dans l'abîme. C'est ainsi qu'il s'y est pris pour éteindre dans tous les cœurs l'amour de la liberté, pour y étouffer cette sainte audace qui renversa le despote, avec les murs de la Bastille. C'est ainsi qu'il s'y est pris pour fomentier parmi les citoyens toutes les passions avilissantes, l'amour de l'or, du jeu, des plaisirs; l'avarice, la crainte, l'insouciance, et la débauche, mères de la prostitution. C'est ainsi qu'il a courbés les parisiens sous le joug, et qu'il ramènera les jours de l'esclavage. C'est ainsi qu'il a rattaché constitutionnellement au pied du trône le premier anneau de ces chaînes sous lesquelles il s'efforce d'effacer la nation.

Aujourd'hui qu'il a levé le masque, à peine prend-il la peine de dissimuler. L'infâme consente qu'il

vient de tenir à l'égard de l'estimable Santerre, met le sceau à ses titres de réprobation : il ne veut plus que rien lui résiste, tout François qui refuse de plier sa tête sous le joug, est assuré d'être l'objet de ses persécutions et de ses vengeances secrètes. Il se croit certain du triomphe, et il met le comble à ses attentats. Avec quelle fureur il cherche à écraser le seul patriote qui soit à la tête des bataillons ! Ses lâches machinations pour le faire succomber sont sans nombre. Tant de haine, d'acharnement, de férocité auroit intimidé une ame moins ferme que celle de Santerre : son courage n'en est pas même ébranlé. Santerre sait qu'il a autant de défenseurs que la patrie a d'amis dans les 83 départemens ; et il a mille moyens de confondre l'imposture. Quand il les fera valoir, qu'il n'oublie pas de sommer le général perfide de déclarer par quel ordre la consigne de ne laisser entrer qui que ce fut dans les appartemens du roi, avec canne, sabre et autres armes a été levée à six heures du soir, le 28 février. C'est-à-dire tandis que Mottié étoit lui-même à Vincennes (1) : fait d'autant plus important à éclaircir qu'il explique les motifs de l'équipée à Vincennes, et qu'il leve tous les doutes sur les projets des conspirateurs qui se rassemblerent ce jour là aux Tuilleries.

Signé un Officier de l'armée Parisienne.
Ce 25 mars 1791.

Les voisins n'étoient pas murs

Bailly et ses municipaux viennent de sonder le terrain avant de faire jouer la mine ; ils ont tâté le peuple pour voir s'il étoit assez avili pour reprendre

(1) Plusieurs soldats et un caporal des Mathurins, de garde au château ce jour là, alarmés d'un ordre si étrange, allèrent témoigner leur étonnement au Sr. Gouvion, qui leur répondit mollement qu'il n'en savoit rien. Cependant la consigne fut remise : ce caporal a dû déposer de ce fait à sa section, de même que l'aide-major du même bataillon.

les fers que les conspirateurs dont ils sont les coupables complices, lui forgent sans relâche, et que le département de la police lui a présentés dans son ordonnance du 17 de ce mois. Ordonnance monstrueuse qui auroit fait charger de fers ses infâmes auteurs pour les punir de mort comme criminels de lèse-nation, si les habitans de la capitale, qui ont été si souvent les victimes de leur stupide confiance aux scélérats qui les trompent, n'étoient plus que jamais dupes de la duplicité de leurs chefs. Et comme si ces administrateurs avoient pris à tâche de prouver au peuple à quel point ils se jouent de sa sottise et de sa crédulité, ils viennent de faire afficher une proclamation pour déclarer que c'est par erreur que l'ordonnance qui a révolté tout Paris a été publiée au son de la trompe dans tous les carrefours... Par erreur ! Quoi c'est par erreur qu'ils ont été fouiller dans les sources ténébreuses de la tyrannie pour renouveler les ordonnances d'un Louis XIV, le plus odieux des despotes, ordonnances insupportables dans ces tems mêmes de servitude où l'on osoit dire que les nations étoient faites pour les rois, et où les rois osoient se regarder comme les maîtres absolus de l'état ? Quoi c'est par erreur que ces municipaux infâmes réchauffent traîtreusement des maximes horribles qu'aucun homme libre ne peut entendre sans frissonner d'effroi ? C'est par erreur, qu'après avoir fait fabriquer et distribuer 50,000 poignards aux conspirateurs et à leurs brigands, ils prennent les mesures les plus efficaces pour désarmer tous les citoyens, sous prétexte d'empêcher le vol, et qu'ils asservissent les armuriers fourbisseurs et couteliers à ne vendre aucune arme, pas même un couteau à gaine, aux amis de la liberté ! C'est par erreur qu'ils défendent aux patriotes de porter sur eux aucune arme à feu, pas même pour leur défense. C'est par erreur qu'ils ont fait proclamer dans toutes les rues cet affreux réquisitoire fait pour allumer la guerre civile, et de réaliser le plan de contre-révolution que d'Epremesnil le marquis a proposé de la tribune. Enfin ce n'est que lorsqu'ils voient que tout Paris soulevé contre eux,

demande leur expulsion, qu'ils s'aperçoivent de leur erreurs.

N'en doutez pas, cette ordonnance reparoîtra dès que le moment favorable sera venu : l'exécution n'en est que différée. La cour, les ministres, les peres conscrits le général, l'état-major et les municipaux ne cherchent qu'à pousser le peuple à l'insurrection afin d'avoir un prétexte de publier la loi mariale et d'égorger les bons citoyens. Et ce moment n'est pas éloigné. Une armée ennemie de 80 mille hommes campe sur nos frontières, presque entièrement dé-garnies de troupes françoises, et où le peu de ré-gimens étrangers qui s'y trouvent en garnison, ont ordre de livrer passage aux autrichiens. Les gardes nationaux des départemens qui pourroient leur dis-puter l'entrée dans le royaume sont sans armes, sans munitions et soumis à des directoires totalement composés de suppôts de l'ancien régime.

A l'instant que la famille royale sera enlevée. L'ennemi s'avancera vers Paris où l'assemblée na-tionale et la municipalité traitresse proclameront la soumission au monarque. Une partie de la garde na-tionale, les alguasils à cheval, les chasseurs des bar-rières, les gardes des ports, et quarante mille bri-gans cachés dans nos murs se joindront aux conspi-rateurs pour égorger le peuple ; et les amis de la liberté sans armes, sans argent, seront forcés de se soumettre à l'esclavage pour échapper à la mort.

Ces scènes d'horreurs commenceront dès que le roi, sa femme son fils auront pris la fuite : ainsi c'en est fait de nous pour toujours si nous les lai-ssons aller à St. Cloud. Le traître Berthier à la tête des chasseurs de Lorraine, du régiment de Flandres, des maréchaussées de tous les départemens de l'en tour, égorgera la garde parisienne et les enlevra de force ; comme il a enlevé de Bellevue les voitures des béguines. Citoyens, je vous le répète, c'en est fait de la liberté, c'en est fait de la Patrie, si nous souffrons que la famille royale aille à St. Cloud, si elle quitte les Tuilleries.

MARAT, l'Ami du peuple.

De l'Imprimerie de MARAT.